Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 112
Septembre 2019

le libertaire
revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

A chaque élection

A chaque élection, le vote Rassemblement National s'ancre davantage de l'échelon local au national. A droite, implosion de diverses tendances, certaines d'entre elles étant prêtes à s'allier à l'organisation d'extrême droite tant honnie, il n'y a pas si longtemps que cela. Les prochaines élections municipales verront bien des digues sauter pour que certains puissent conserver leurs postes et les privilèges qui vont avec. La gauche, du moins ce qu'il en reste, crie au déni de démocratie, aux alliances dangereuses et la droite rappelle à juste titre que la gauche a bien utilisé à l'époque mitterrandienne le F.N. pour casser l'unité de la droite. Le panier de crabes de la politique politicienne, le macronisme n'étant que le ragoût de tous ceux qui veulent garder ou conquérir des places. On voit où se situe l'intérêt général chez ce type d'individus.

Le drame est que le R.N. est devenu un parti dédiabolisé, c'est-à-dire un parti comme les autres. Les électeurs du R.N. ne sont plus gênés de se réclamer de ce parti et ne comprennent plus les réticences des états-majors politiques pour les alliances, jusqu'à lors jugées contre nature.

L'erreur de certains gilets jaunes est de dire : « Nous avons un ennemi commun, le banquier. » Donc les militants d'extrême droite peuvent faire cause commune avec les autres manifestants. Mais nous avons l'habitude, nous autres libertaires, de dire que les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis. Manifester aux côtés de personnes se déclarant d'extrême droite est des plus problématiques même si nous relativisons, sachant, pour participer au mouvement, que l'extrême droite est minoritaire dans chez les gilets jaunes. Mais méfiance car nous connaissons les facultés de récupération électorale du R.N.

Le fait politique choquant est que, malgré l'histoire, un tel parti puisse exister et proliférer. Et il n'est pas le seul en Europe, l'Italie en tête et les vieux démons allemands qui ressurgissent…

Tout aussi historiquement, ce genre de partis ne prospère que dans les périodes de crise sociale profonde. De ce point de vue, la plupart des pays européens sont servis. Si l'on ajoute que les autres partis sont en déliquescence après leurs divisions, magouilles et pour certains, des scandales financiers, le R.N. et autres partis d'extrême droite avec leur démagogie et leurs fausses solutions ne peuvent que progresser tant est importante la détresse, voire la misère des plus défavorisés. Le R.N., comme les autres partis, s'intéresse cependant à quelques problèmes du peuple, histoire de mieux récupérer des suffrages, pour un jour s'installer au gouvernement, c'est-à-dire à la table des puissants où l'on fait bombance comme De Rugy et tant d'autres.

Macron nous avait promis de rénover, moderniser la vie politique et il suffisait qu'il soit élu pour que le F.N./R.N. s'efface d'un coup de baguette magique. Mais les petites magouilles et embrouilles à la Benalla ont repris le dessus. Les chicanes pour le leadership à Paris entre Griveaux et Vilani en sont un autre exemple. En réalité, les politiciens de tous bords se foutent de la gueule de leurs électeurs. En effet et bizarrement, à les écouter aucun ne parle du pourquoi de l'origine d'un tel parti (R.N.). A croire que c'est une génération spontanée apparue comme ça par miracle. Il leur est sans doute difficile d'admettre, de droite comme de gauche et la bande à « en même temps » qu'ils sont responsables de l'apparition du F.N./R.N. et de son renforcement.

Ce sont leurs erreurs, leurs choix qui, en créant l'exclusion, la misère, le chômage, les inégalités sociales et fiscales, les quartiers défavorisés, les déserts industriels, médicaux…ont favorisé le vote Lepéniste de Jean-Marie puis mariniste. L'électeur d'extrême droite qui voit sa situation se dégrader vote pour le parti qui lui apparaît comme le défenseur des plus pauvres. Les gens ayant tellement peur du déclassement. Le R.N. joue le rôle électoral que le Parti Communiste jouait après-guerre. Un pôle de contestation apparent, fictif si l'on analyse comment le P.C. a sauvé le système dans la foulée de Mai 1968.

Pendant ce temps, les députés de la majorité continuent leur train-train et leurs réformes qui pénalisent les chô-

meurs, les jeunes, les travailleurs et les retraités.

Marine Le Pen, tout comme Salvini en Italie ou les fascistes allemands mettent en avant les émigrés, boucs émissaires bien pratiques pour leurs desseins de conquérir le pouvoir. C'est un exutoire bien commode et connu depuis des lustres. Le R.N. met en avant les magouilles politiques de ses concurrents laissant à penser qu'il est différent. Mais il est identique aux autres. Rarement une critique contre le patronat, les spéculateurs et tous ceux qui sont responsables de la misère et des difficultés quotidiennes des Français.

Par contre, ce qui est certain, c'est que le R.N. fait une grande place à la famille, les amis…ce qui augure mal d'une future liberté accordée à ceux et celles qui n'appartiendraient pas au clan Le Pen. Si leur tour vient, ils seront les dignes représentants des banquiers et les défenseurs des intérêts les plus puissants de l'industrie et des agioteurs.
Tout ce dont profitent les salariés est le résultat de mouvements sociaux d'ampleur, de grèves, de luttes contre le patronat auquel il a fallu arracher quelques avantages : congés payés en 1936, défense des retraites en 1953… Si parfois, nous constatons un acquis législatif concédé, comme les 35 heures, c'est que « cet acquis » n'a été que la contrepartie de la flexibilité, l'annualisation du temps de travail et plus généralement de la déréglementation du travail. La casse de l'inspection du travail aujourd'hui entre dans cette logique de dérégulation du droit au profit du patronat.

Alors, il ne faudra pas compter sur les politiciens pour se débarrasser du R.N. et de l'extrême droite car il faudrait résolument s'en prendre à son fonds de commerce : le chômage, et les députés par exemple en sont incapables. Il faudrait aussi attaquer ces patrons qui, ayant des entreprises bénéficiaires, licencient pour maintenir ou augmenter leurs profits ailleurs ou voir leurs actions monter. Il faudrait s'en prendre aux spéculateurs qui font leur fric sur le dos du populo et parfois du suicide de salariés. Ce serait effectivement partager les richesses et aussi le temps de travail, faire en sorte que le progrès technique (automatisation, intelligence artificielle, numérique…) libère l'homme et la femme et profite ainsi à tous et toutes. Ce serait également faire en sorte que les gens vivent mieux, d'une façon décente dans tous les quartiers et les villages… Tout cela appelle un changement profond de société mais il faut remettre en cause cette pensée unique qui consiste à faire croire qu'il n'existe qu'un système économique et qu'il n'est pas possible de faire autrement.

Excluons les régimes dictatoriaux de l'ancien bloc de l'Est et ceux d'aujourd'hui dont la Chine dite communiste, analysons les limites du capitalisme qui, s'il génère beaucoup d'argent, crée en même temps une énorme misère dans le monde ; alors il ne reste pas grande alternative à part la libertaire.

Vouloir se débarrasser du clan Le Pen et du capitalisme, c'est faire la Révolution dans la tête des gens afin qu'ils prennent en mains leur destinée. Et cela ne passe certainement pas par un bulletin de vote !

Patoche et André.

Tags antisémites au Havre: ne pas laisser passer

Racisme et xénophobie s'exposent ouvertement. Comment un petit parti fasciste dans les années 1980 a-t-il pu se hisser au point de pouvoir paraître à beaucoup comme l'alternative aux politiciens actuels (un tiers des Français serait prêt à voter pour le R.N. à la prochaine élection présidentielle). Le F.N. de Jean-Marie Le Pen s'est mué en R.N., de sa fille, Marine, mais les fondamentaux demeurent même si un lifting idéologique a été effectué sur plusieurs années. Certains nous disent que c'est la faute au chômage. D'autres stigmatiseront les magouilles, l'entre soi, les compromissions, les mises en examen récurrentes de responsables de formations politiques. Les anarchistes que nous sommes y joindront l'utilisation du F.N. par les socialistes dans un premier temps puis du R.N. par Macron.

Les politiciens en général nous reprochent quant à eux de nous abstenir aux élections et de faire ainsi le jeu de l'extrême droite. Mais qui sont les abstentionnistes, si ce ne sont des gens qui refusent de voter pour un parti d'extrême droite ; de voter pour des partis qui reprennent les thèses xénophobes du R.N. ; de voter pour un parti qui expulse les sans-papiers ; de voter pour un parti issu du stalinisme où l'extrême droite a beau jeu de dénoncer aujourd'hui les millions de morts dus au communisme autoritaire, sans doute pour mieux cacher les millions de morts dus au fascisme brun.

Oui, les libertaires ont le dégoût des politiciens de tous bords qui ne cherchent qu'à assouvir leur soif de pouvoir et les avantages qu'ils comptent tirer de leur pseudo légitimité. La place qu'occupe le R.N. sur la scène politique ne fait que révéler le côté pourriture de ce monde politique où tout est fait pour sauvegarder les intérêts de ceux qui participent tous les jours au livre noir du capitalisme.

La véritable citoyenneté, c'est celle qui consiste à prendre ses affaires en main, soi-même, et à ne pas déléguer ses pouvoirs. Pour lutter contre le fascisme, l'extrême droite…il faut d'abord lutter contre l'injustice sociale et

pour l'égalité économique et sociale.

En tant qu'anarchistes, nous participerons à toute mobilisation allant dans le sens d'en finir avec la misère, la précarité et la casse sociale. Seule la convergence des luttes permettra de stopper l'Etat et le patronat dans leur volonté de nous pressuriser davantage. Les syndicats nous montrent une voie corporatiste qui amène la division ; aux gilets jaunes et aux divers collectifs de lutte de dépasser un syndicalisme servant bien le pouvoir en négociant dans le dos des travailleurs, tout en essayant pour chaque syndicat de tirer son épingle du jeu et brosser leur électorat dans le sens du poil. Le corporatisme, c'est la division qui empêche tout mouvement d'envergure et collectif de se développer. Les permanents syndicaux, dans leur tour d'ivoire, feront dans l'ensemble, la basse besogne de partenaires sociaux toujours prêts à courber l'échine et faire passer les projets gouvernementaux.

Micka

Après la découverte d'une croix gammée, un sigle SS et une inscription « Juden » sur le mur de la mairie annexe de Rouelles au Havre, vendredi 13 septembre 2019, le Groupe Libertaire Jules Durand (GLJD) tient à dénoncer cet acte antisémite et constate qu'un vent mauvais de haine plane sur la cité océane. Le combat contre l'extrême droite et ses idées nauséabondes prend ici tout son sens. Le fascisme, c'est la gangrène, on l'élimine ou on en crève.

Pourquoi sommes-nous révolutionnaires

Nous sommes révolutionnaires parce que nous voulons la justice et que partout nous voyons l'injustice régner autour de nous. C'est en sens inverse que sont distribués les produits du travail. Nous voyons par exemple des enseignants, du personnel soignant…des professions d'utilité sociale non reconnues financièrement alors que des spéculateurs qui ne créent rien amassent beaucoup d'argent qu'ils réinvestissent dans la bulle spéculative. Même chose pour les travailleurs qui à la fin du mois tirent le diable par la queue : on les emprisonne même quand ils font grève ou qu'ils manifestent avec les gilets jaunes.

La police matraque et tire à son aise. Des personnes en robe noire, qui se disent la justice par excellence, condamnent les pauvres mais absolvent les riches car notre système bien huilé supporte mieux la délinquance financière que celle des petits larcins commis par de pauvres bougres.

Tout cela nous paraît infâme et nous voulons le changer. Contre l'injustice, nous faisons appel à la révolution. De nombreux politiciens dits de gauche nous demandent d'attendre car d'un côté ils veulent se dispenser d'agir, de l'autre, la lente évolution des choses leur suffit ; la révolution leur fait peur. Entre eux et nous, l'histoire a prononcé. Jamais aucun progrès, soit partiel, soit général, ne s'est accompli par simple évolution pacifique et s'est toujours fait par révolution soudaine. Si le travail de préparation s'opère avec lenteur dans les esprits, la réalisation des idées a leur brusquement : l'évolution se fait dans les cerveaux, et ce sont les bras qui font la révolution.

Et comment procéder à cette révolution que nous voyons se préparer dans la société et dont nous aidons l'avènement par tous nos efforts ? Est-ce en nous groupant par corps subordonnés les uns aux autres ? Est-ce en nous constituant comme le monde bourgeois que nous combattons en un ensemble hiérarchique, ayant ses maîtres responsables et ses inférieurs irresponsables, tenus comme des instruments dans la main d'un chef ? Commencerons-nous par abdiquer pour devenir libres ? Non, car nous sommes anarchistes, c'est-à-dire des hommes et des femmes qui veulent garder la pleine responsabilité de leurs actes, qui agissent en vertu de leurs droits et de leurs devoirs personnels, qui donnent à un être son développement naturel, qui n'ont personne pour maître et ne sont les maîtres de personne.

Nous voulons nous dégager de l'étreinte de l'Etat, n'avoir plus au-dessus de nous supérieurs qui puissent nous commander, mettre leur volonté à la place de la nôtre. Nous voulons déchirer toute loi extérieure en nos tenant au développement conscient des lois intérieures de toute notre nature. En supprimant l'Etat, nous supprimons aussi toute morale officielle, sachant qu'il ne peut y avoir de la moralité dans l'obéissance à des lois incomprises, de pratique dont on cherche pas même à se rendre compte.

Il n'y a de porale que dans la liberté. C'est aussi par la liberté seule que le renouvellement reste possible.

Nous voulons garder notre esprit ouvert, se prêtant d'avance à tout progrès, à toute idée nouvelle, à toute généreuse initiative. Mais si nous sommes anarchistes, les ennemis de tout maître, nous savons que la vie est impossible sans groupement social. Isolés, nous ne pouvons rien, tandis par l'union intime nous pouvons transformer le monde. Nous nous associons les uns aux autres en hommes et femmes libres et égaux, travaillant à une œuvre commune et réglant nos rapports mutuels par la justice et la bienveillance réciproques. Les haines religieuses et nationales ne peuvent nous séparer, puisque l'étude de la nature est notre seule religion et que nous avons le monde pour patrie.

Nous n'avons point à tracer d'avance le tableau de la Société future. C'est à l'action spontanée de tous les hommes et femmes libres de la créer et de lui donner sa forme, d'ailleurs incessamment changeante comme tous les phénomènes de la vie. Mais ce que nous savons, c'est que toute injustice, tout crime de lèse-majesté humaine nous trouverons toujours debout pour les combattre. Tant que l'iniquité durera, nous, anarchistes, nous resterons en état de révolution.

Merci à Elisée Reclus pour les emprunts.

Rentrée sociale de septembre 2019 sous le signe de la division

Après le traditionnel feuilleton de l'été, le pinard et les homards de De Rugy, qui faisait suite à celui de l'inénarrable Benalla l'an passé, la rentrée sociale va s'effectuer dans la division et c'est bien dommage. Appel le 11 septembre dans la santé, appel à la mobilisation le 21 septembre par F.O. contre la casse des retraites, appel à la grève le 24 septembre de la CGT cheminot rejoint par Sud Rail…Sans compter Eric Drouet, des gilets jaunes qui appelle, lui, à se détacher des manifestations des syndicats comme F.O et la CGT. Bref, ce n'est pas ce qu'on l'appelle vraiment la convergence des luttes. Pourtant, la grève générale qui doit se construire dès maintenant, reste notre seule arme et alternative.

Car les sujets de mécontentement sont bien présents. Le prix de l'électricité augmente, le coût des fruits et légumes bat son plein ainsi que le prix d'autres denrées. Les services des urgences sont engorgés. La précarité dans les services publics explose. Le plan de relance du ferroviaire s'est fait court-circuiter par la loi mobilité. L'école de la confiance de Blanquer n'en finit pas d'achever l'école publique. Les mesures écologiques du gouvernement ne sont que mesurettes. Les personnes âgées qui sont en Ehpad terminent leur vie dans de tristes conditions. Les jeunes sont victimes de l'inégalité des choix d'options dans les lycées et d'orientation pour les études supérieures. Les chômeurs sont les grands perdants de la dernière réforme de l'assurance-chômage durcissant les règles d'indemnisation…Parallèlement l'Etat continue de vendre des armes à l'Arabie Saoudite et maintient son pouvoir en Françafrique, les armes nucléaires prolifèrent, les traités commerciaux de libre-échanges (CETA…) vont pénaliser les agriculteurs, les frais d'inscription à l'université augmentent, les gaz à effet de serre augmentent de même avec toutes ses conséquences sur le climat…

Les richesses progressent mais la pauvreté s'étend et le pouvoir d'achat du peuple d'en bas diminue. Les salaires stagnent et les réformes libérales du gouvernement Macron démontrent une nouvelle fois le caractère de l'inégalité fiscale, territoriale et sociale des dispositions prises.

Nous ne pouvons plus reculer. La défense des retraites peut être un point d'appui unitaire pour faire reculer Macron. Tous les salariés seront impactés et il y aura bien plus de perdants que de gagnants. Que le mois de septembre soit un tour de chauffe mais l'unité d'action est indispensable pour obtenir enfin une victoire sociale.

La police et l'armée ont pour but d'assurer la tranquillité sociale, c'est-à-dire d'empêcher les pauvres de se révolter contre les riches. Et plus la révolte est menaçante, plus la concentration du pouvoir s'établit entre les mains de

quelques-uns, et par conséquent, plus la misère ou la sujétion des autres augmente, plus les heurts seront nombreux et violents, et plus l'Etat doit disposer de police et d'armée plus puissantes.

L'Etat est le moyen pour une classe de dominer l'autre classe. C'est au statut économique qu'il faut s'attaquer pour changer les choses sinon la propriété reste toujours comme accaparant la liberté des autres.

Les anarchistes doivent répandre l'idée que la transformation sociale est seulement dans la suppression du droit de propriété et la suppression du gouvernement, de l'Etat, quels qu'ils soient.

Quand la lutte s'établit avec l'Etat, il est le défenseur des privilégiés et tout naturellement il va trouver pour l'appuyer tous ceux qui ont un privilège quelconque dans la société.

Notre combat doit s'axer pour une transformation économique mais contre toute tentative de transformation politique. Car la transformation politique, c'est la création d'un pouvoir et donc d'une hiérarchie et donc d'une autorité, contraire à l'égalité et la liberté des hommes et des femmes.

Pour autant, nous devons nous associer dans l'immédiat afin de contrecarrer les mesures des Macron et consorts en attendant d'apprendre à gérer nous-mêmes les usines, les terres, les ateliers et les services publics.

Patoche (GLJD)

La Terre, cette poudrière.

De nombreux points de pression et d'endroits où les crispations sont légions.

La crise s'enlise à Hongkong. Une intervention militaire chinoise est-elle à prévoir ou la Chine préférera-t-elle faire payer la rébellion Hongkongaise sur le plan économique ? Cette Chine qui utilise les réseaux sociaux pour faire passer les manifestants pour des terroristes et faire peur aux habitants d'Hongkong…L'opinion publique qui soutient les manifestants et dénonce les violences policières suffira-t-elle à empêcher une intervention militaire chinoise qui masse des troupes à Shenzen à la frontière avec Hongkong ?

A Kaboul, les Talibans tuent toujours et ce sont les pauvres civils qui trinquent. Au bourbier russe suit celui des Américains. Le Pakistan suit de près l'évolution de la situation d'autant que ce pays est impliqué du côté pachtoune et a parallèlement des relations très tendues avec l'Inde en raison du Cachemire. Modi, le premier ministre nationaliste indien, a supprimé l'autonomie constitutionnelle du Cachemire depuis le 5 août 2019. L'armée indienne réprime et parade dans la vallée himalayenne. L'Inde accuse le Pakistan de soutenir activement une insurrection séparatiste du Cachemire à majorité musulmane depuis 1989. Pakistan et Inde se regardent en chien de faïence sous le regard intéressé de la Chine. Le Pakistan revendique le territoire du Cachemire indien. Quand les économies stagnent ou périclitent, nous savons par expérience que sous couvert de religion, la guerre pointe son nez. Et la France a bien armé les futurs belligérants en toute bonne conscience démocratique.

Les Russes de Poutine poussent leur avantage en Ukraine mais aussi en Syrie. Après avoir annexé la Crimée en 2014 et soutenu les nationalistes de l'Est de l'Ukraine, Poutine entend garder en prison les marins ukrainiens arrêtés en novembre 2018 lors de l'incident dans le détroit de Kertch. Il fait distribuer des passeports russes aux régions séparatistes du Donbass, région riche en charbon. Les relations entre Moscou et l'Ukraine sont des plus tendues et risquent de déraper d'un instant à l'autre.

La Syrie est devenue une poudrière à elle seule. D'un côté, Moscou et Téhéran face aux Etats-Unis et Israël sans compter les Turcs et les restes de l'Etat Islamique. La région est prête à s'embraser. La balkanisation de la région est en cours. Actuellement dans la région d'Idlib, près de trois millions de Syriens subissent les bombardements notamment de l'aviation russe. Les révélations sur les camps de torture (Tadmor et Saidnaya) parlent de 100 000 disparus. Est-ce cela l'humanité ?

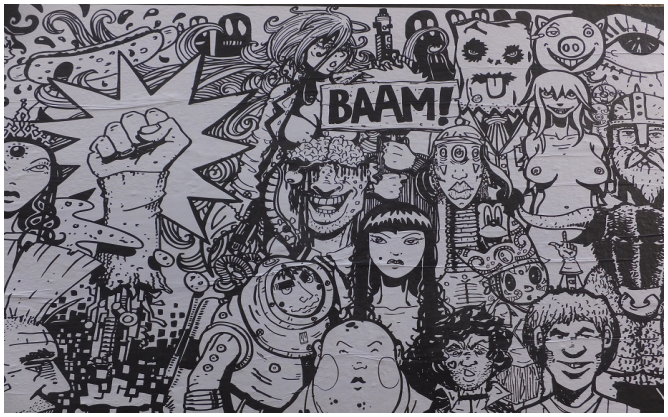
Les deux Corées jouent avec le feu en refusant de dialoguer. Kim Jong-un continue à tirer des missiles balistiques et M. Moon critique la Corée du Nord qui conti-

nue son programme nucléaire ce qui avive les tensions.

Soudan, Mali comme de nombreux autres pays d'Afrique sont sous le joug de dictateurs, d'armées d'occupation, de djihadistes…et on compte les morts par milliers.

Nous parlons de désastre écologique mais ne pourrions pas parler de désastre guerrier, toutes ces guerres qui se déroulent dans le monde ou sont susceptibles d'advenir ? Toutes ces guerres qui ne peuvent se faire que parce que les pays comme les USA ou la France vendent leurs armes à des pays qui feraient mieux de s'occuper d'écoles, d'hôpitaux…Bref des œuvres de vie plutôt que des œuvres de mort. Mais les profits demeurent la règle d'or pour quelques-uns peu scrupuleux d'engranger des milliards sur des monceaux de cadavres et de carnages à venir. Macron donnerait-il la parole à une Greta pacifiste et antimilitariste ? Serait-elle reçue à l'Assemblée ? Il est fort à parier que non : on ne tue pas la poule aux œufs d'or !

Micka (GLJD)



le CREAL 76* soutient Henri-Peña-Ruiz

« Superstitions, bigotismes, cagotismes, préjugés, ces larves, toutes ces larves qu'elles sont, sont tenaces à la vie ; elles ont des dents et des ongles dans leur fumée et il faut les étreindre corps à corps et leur faire la guerre, et la leur faire sans trêve, car c'est une des fatalités de l'Humanité d'être condamnée à l'éternel combat des fantômes. » Victor Hugo (cité dans la vie secrète des couvents)

COMMUNIQUÉ

Laïcité : le CREAL 76* soutient Henri-Peña-Ruiz

Lors de l'université d'été de La France insoumise à Toulouse, le philosophe Henri Peña-Ruiz était invité à animer le 23 août un atelier sur la laïcité. Une phrase sortie de son contexte (« On a le droit d'être islamophobe ») a servi de prétexte à des imputations injurieuses non dénuées d'arrière-pensées politiciennes. Le philosophe avait en effet dit : « on a le droit d'être cathophobe, islamophobe, athéophobe, mais on n'a pas le droit de discriminer les gens pour ce qu'ils sont ».

Ce positionnement est dans le droit fil de l'article 10 de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 : « Nul ne peut être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi. » C'est bien dans ce distinguo entre l'opinion et la personne que se développe l'argumentation d'Henri Peña-Ruiz : si la religion est une opinion, donc ouverte à la critique, une personne ne peut être inquiétée en raison de son appartenance à cette religion.

Hélas ! Des militant-e-s d'une gauche identitaire et racialiste croyant défendre des personnes en défendant leur religion font flèche de tout bois et à grand bruit entendent disqualifier l'universalisme et la laïcité au travers de l'un de ses plus éminents penseurs, auteur, entre autres ouvrages de référence, du Dictionnaire amoureux de la Laïcité (éd. Plon). C'est pourtant pour ouvrir des espaces de liberté et d'égalité que Marième Hélie-Lucas (sociologue algérienne), Karima Bennoune (rapporteure à l'ONU sur les droits culturels) revendiquent la séparation du politique et du religieux. Notons qu'elles classent les fondamentalistes religieux à l'extrême droite de l'échiquier politique.

Nous sommes inquiet-e-s : le développement du différencialisme sur fond identitaire ou religieux entrave de plus en plus souvent l'unité nécessaire pour mener à bien les actions antiracistes, féministes, laïques et sociales.

Nous devons poursuivre aux côtés d'Henri Peña-Ruiz les combats humanistes émancipateurs – sans nier les singularités et particularités – dont l'unité ne peut que s'inscrire dans l'universalisme.

*Comité de réflexion et d'action laïque de Seine-Maritime – CREAL 76

Elections municipales 2020

Les élections sont un domaine de la vie sociale auquel les anarchistes ont toujours accordé la plus grande… abstention. Et ils ne sont pas les seuls.

Les abstentionnistes sont désormais devenus le plus grand parti de France. Un parti qui, aux dernières élections européennes, représentait 50% non pas de l'ensemble des citoyens mais des seuls électeurs inscrits sur les listes électorales, ce qui laisse une belle marche de progression.

Mais peut-on honorer du nom de citoyen ceux qui s'abstiennent de se choisir des représentants ? C'est ce que se demandent les adeptes convaincus du suffrage universel. L'individu serait-il à ce point évolué qu'il puisse prétendre à se passer de représentants éclairés ? Allons donc ! D'autant qu'il faudrait être bougrement présomptueux pour faire la fine bouche devant le choix qu'on lui propose, au citoyen. Des représentants de premier choix, on vous l'assure. Tous les électeurs des pays « démocratiques » n'ont pas la chance, comme le peuple français, d'être représentés par une telle élite.

A chaque veille d'élections, les médias en appellent à la conscience civique du citoyen. Ne pas voter, c'est accepter, en somme, d'être compté pour rien. N'est-ce pas beau comme l'antique ?

Parler de choix critique de l'électeur alors qu'en réalité on lui impose une galerie de personnages désignés par des partis et dont il n'a pas eu à discuter la sélection préalable est déjà assez plaisant, non ? Le seul choix vraiment libre qui reste au citoyen est celui de participer ou non à la supercherie du suffrage universel. Et quand bien même le choix serait réellement libre, cela ne changerait rien au principe même de la délégation de pouvoir. Comme le dit Herbert Marcuse : « Le fait de pouvoir élire librement des maîtres ne supprime ni les maîtres ni les esclaves. »

L'homme qui vote, loin de manifester son libre arbitre, l'aliène au contraire. La délégation de pouvoir est la reconnaissance implicite de la supériorité du mandataire sur le mandant. Sinon quel serait l'utilité de se faire représenter ? Or, je vous le demande, quel homme pourrait-il avoir assez de dignité pour s'abaisser à s'estimer inférieur à la plupart des pantins qui nous gouvernent ?

Voyons…Un individu peut-il manger, dormir, s'instruire, se développer, aimer par délégation ? (Encore que, dans ce dernier cas, son consentement ne soit pas toujours requis !) Et l'on voudrait que le citoyen se décharge sur autrui du soin de décider de toute question intéressant non seulement sa propre personne mais la collectivité tout entière !

Ce serait bien-là, précisément, faire per de cas de sa propre personne et accepter d'être compté pour rien.

« Avec le système électoral », affirmait Louis Bertoni, « la grande masse des électeurs s'en rapporte uniquement pour cela à quelques élus. Il en résulte que celui qui vote le fait surtout avec l'idée plus ou moins consciente de s'abstenir ensuite de s'occuper de la chose publique. Il s'en décharge sur son élu. Le vote, plus qu'une participation à la vie publique, ne représente qu'un renoncement à s'y mêler. Chaque électeur pense qu'il vaut mieux qu'un autre le fasse pour lui. »

Au lieu de se désintéresser de la question sociale, les libertaires veulent au contraire s'y impliquer directement et totalement en participant eux-mêmes, librement, à la réalisation d'une société plus juste, plus harmonieuse et plus humaine.

Le véritable abstentionniste est donc bien l'électeur puisque, en s'en remettant à autrui du soin de régler l'organisation sociale, il s'abstient volontairement d'y participer activement.

André

Citoyens!

De sujets que nous étions, ainsi que le demeurent encore les pauvres demeurés qui nous traitent avec dédain de bouffeurs de grenouilles, la Révolution française nous a transformés en citoyen de la République. Sommes-nous pour autant moins sujets à être sujets et davantage portés à nous montrer citoyens ? Cette question me tarabuste. Et ma vaisselle cérébrale (difficultueusement acquise au rabais à l'école communale) s'entrechoque de honte : je n'ai pas de réponse.

Tout ce dont je suis certain, c'est que les mots citoyen et citoyenneté distribués à la cantonade, avec autant de discernement qu'une fermière balançant du grain à ses poules, commencent à me gonfler gravement les airbags. S'il suffisait de se prétendre quelque chose ou quelqu'un pour l'être ou le devenir, il y a longtemps que je me serais

autoproclamé directeur de TF1 et que j'aurai changé les programmes débiles du roi du béton qui prend les spectateurs pour ses sujets. A l'inverse, je connais nombre d'esclaves qui le sont sans le dire et même très souvent sans le savoir. Ne me raconte pas ce que tu es, montre-moi ce que tu fais. Telle devrait être la devise de tout individu un tantinet raisonnable.

Citoyen, vous avez dit citoyen. Mais en utilisant ce mot rendu grotesque par l'usage erroné, abusif qui en est fait. Croyez-vous pour autant être un citoyen au-dessus de tout soupçon ou bien simplement un drôle de citoyen qui emploie un vocable à la mode comme on se torche le cul : sans y penser ?

Le Pen aussi se prétend citoyen et même démocrate, est-ce que ça en fait un citoyen et un démocrate ou bien un menteur ? A vous de voir. Pour moi, c'est tout vu. Constat qui me conduit tout droit à vous demander si vous connaissez la différence entre un drôle de citoyen et un drôle de zèbre ? Non ? Elle est pourtant flagrante : le citoyen a besoin de se rassurer en affirmant qu'il l'est ; le zèbre n'a besoin de rien dire. L'homme parle, mais ses paroles n'ont de réelle signification que pour lui. Lui seul (et encore) connaît le sens authentique des mots qu'il prononce et derrière lesquels il se dissimule pour mieux tromper ceux qui l'écoutent et qui le croient.

C'est toujours dans ce qu'il fait qu'un homme existe, rarement dans ce qu'il dit, à moins, bien sûr, qu'il se trouve en position de force. Alors seulement ses mots deviennent conformes à ses actes. Que demain, grâce au concours bêlant de citoyens autoproclamés, l'extrême-droite arrive au pouvoir et nous pourrons constater, comme nous l'avons déjà vu dans le passé, que les propos de ces clones fascistes ne feront plus vite qu'un avec leurs actes. N'ayant plus besoin de cacher leur haine de la différence, ils nous diront enfin ouvertement ce qu'ils entendent faire de ceux qui ont la chance de ne pas leur ressembler. Et ils le feront. Soyons-en sûrs.

Pourquoi cette dérisoire colère contre l'emploi galvaudé des mots citoyennes, citoyens, citoyenneté ? C'est qu'ils sont nés de la Révolution française. Or, la cinquième république et la révolution possèdent autant de points communs entre elles qu'un couscous marocain et le faux saint-suaire de Turin. Autant dire nib. Voici belle lurette que le souvenir de 1789 a cédé la place à d'artificieux 14 juillet. Se prétendre citoyen aujourd'hui a autant de sens que se déclarer Montagnard ou Sans-culotte. Ce qui ne viendrait à l'idée de personne.

En réalité, la citoyenneté implique par essence que l'on appartienne à la cité et que l'on soit l'égal de tous les autres habitants. Hors de ce principe, l'idée même que l'on puisse se croire citoyen constitue un non-sens. Dès lors, me prétendre citoyen contribue à mon esclavage : on accepte de me laisser proclamer que je le suis, afin de mieux me faire oublier qu'il n'en est rien.

En persistant contre toute évidence à m'imaginer citoyen, libre et égal en droits à tous les autres, je m'aveugle, et ne perçois plus ce que je suis réellement : le simple sujet d'une République qui a perdu le sens de la vraie citoyenneté au profit d'un élitisme clanique, où les castes politiques se partagent et se disputent le pouvoir à tour de rôle ainsi que le faisaient en d'autres temps les Bourbons et les Orléanais. La manière a changé, pas le principe ni les conséquences. La manière forte l'a cédé à l'isoloir ; le principe suppose toujours de prendre et de conserver le pouvoir ; les conséquences demeurent l'injustice et la soumission à l'autorité des citoyens qui nous gouvernent.

Alors un peu de jugeote : cessons de nous dire citoyens et battons-nous enfin pour le devenir.

Serge Livrozet

La réforme des retraites : les grèves d'août-septembre 1953

Suite du libertaire de Juin 2019

Le mouvement de grève commence au Havre le 6 août par un appel des postiers à débrayer pour 24 heures. Il est suivi par 550 agents. Puis le lendemain, la grève se généralise à l'ensemble du secteur public pour 24 heures. Six mille six cent cinquante fonctionnaires suivent la grève le 7 août. Ensuite, seuls les services publics des P.T.T., S.N.C.F., E.D.F. et G.D.F. poursuivent le mouvement avec des hauts et des bas entre le 8 et le 11 août.[1]

Le mois d'août sera marqué au Havre par un conflit social où la plupart des entreprises industrielles sont affectées par les grèves de leur personnel ou « par perturbations enregistrées dans la distribution de l'énergie, l'approvisionnement en matières premières ou l'écoulement de la production ». [2]

La journée de protestation du 4 août décidée au niveau national a donc des incidences inattendues. Le lendemain dans la soirée « un tract élaboré en commun par F.O., C.G.T., C.F.T.C. et C.G.C. appelle les P.T.T. à débrayer pour 24 Heures. Dès son déclenchement par les postiers, le 6 août, la grève s'est généralisée le lendemain à l'ensemble du secteur public du moins pour 24 heures ». [3]

A Rouen, les adhérents des syndicats F.O., C.G.T., C.F.T.C. et C.G.C. se réunissent à l'Hôtel de ville et décident de cesser le travail à compter du 6 août. Ils s'excusent auprès du public des perturbations « qui résultent de l'incompréhension gouvernementale ».[4]

Le gouvernement communique en direction de l'opinion publique et justifie ses choix de restrictions en annonçant un déficit abyssal de 1 100 milliards de déficit en 1954 « à moins de sévères compressions ». [5] La mobilisation sociale s'amplifie et les préavis de grève dans les principaux secteurs de la fonction publique annoncent une forte agitation : grève générale de 48 heures à compter du 7 août chez les gaziers et les électriciens, grève de 24 heures dans les services publics et chez les mineurs F.O., grève générale de 24 heures chez les fonctionnaires et les cheminots. Deux millions de grévistes sont annoncés.

Le vendredi 7 août, la paralysie est presque totale dans les P.T.T. ; F.O. annonce qu'aucune distribution de courriers ne s'effectuera à compter de cette date, que la généralisation du mouvement de grève est rapide et se répercute sur l'ensemble des départements.[6] Des piquets de grève se mettent en place, notamment à Paris : « Le vendredi 7 août, on compte plus de deux millions de grévistes ; 1 500 000 dans la Fonction publique, 400 000 dans les chemins de fer ; 100 000 à l'E.D.F., 100 000 dans les Arsenaux et Tabacs et Allumettes. Un seul secteur nationalisé reste à l'écart : celui des Mines. [7]

F.O. s'en prend à la C.G.T. qui tergiverse et n'appelle pas clairement à la grève : « La C.G.T.-F.O. souligne à ce sujet que la Fédération postale C.G.T. reste la seule organisation qui n'ait pas donné officiellement d'ordre de grève générale ». [8]

Le cabinet Laniel ne s'attendait pas à une telle mobilisation aux P.T.T. : « Le déclenchement de la grève des P.T.T. a causé au gouvernement une surprise complète » d'autant qu'elle menace de s'étendre à l'ensemble de la fonction publique. [9]

Le gouvernement prend des mesures immédiates pour contrecarrer la grève et prétend faire respecter la liberté du travail. C'est ainsi qu'il réquisitionne le personnel nécessaire au fonctionnement des communications téléphoniques interurbaines dans un premier temps. Il annonce aussi des « sanctions exemplaires » contre les fautes de service et précise que « les grévistes ne seront pas payés pendant la durée des arrêts de travail ».[10]

L'inquiétude des fonctionnaires est à son paroxysme quand ces derniers entrevoient les conséquences que pourraient avoir les projets gouvernementaux, s'ils étaient statués en l'état, sur leur retraite notamment : « Les textes aboutiraient, dit-on, à reculer l'âge de la retraite de deux ans. Celui-ci serait désormais de soixante ans pour les « actifs » et de soixante-cinq ans pour les « sédentaires » ; cette dernière catégorie se trouverait, d'autre part, grossie par le transfert d'un certain nombre d'actifs, qui pourraient voir ainsi reculer de sept ans l'âge de leur retraite, les transferts intéresseraient outre de nombreux agents des P.T.T., les instituteurs ». [11]

Les journalistes ne manquent pas de souligner l'originalité de la grève du 7 août qui s'annonce très suivie par la majorité des fonctionnaires, agents des services publics, cheminots et mineurs : « C'est la première fois depuis

1 A.D.S.M. -Z 2323-Préfecture de Seine-Inférieure
2 A.D.S.M.-Z 1767- Rapports mensuels- août 1953
3 A.D.S.M.-Z 1767- Rapports mensuels- août 1953
4 Havre Libre du 6/8/1953
5 Ibid
6 Havre Libre du 7/8/1953
7 Lefranc Georges- Le Mouvement syndical- p. 118- Payot Paris- 311 pages- Imprimerie Bussière à Saint-Amand (Cher)
8 Havre Libre du 7/8/1953
9 Ibid
10 Havre Libre du 7/8/1953
11 Ibid

1936[12] qu'est lancé un mouvement de grève générale de 24 heures touchant l'ensemble de ces catégories de salariés. Les nombreuses grèves de cheminots n'ont pas connu souvent la solidarité des autres catégories. Quant aux mineurs, qui appartiennent au secteur nationalisé, c'est la première fois qu'ils se trouvent associés à l'ensemble des autres travailleurs du secteur public ». [13]Nous pourrions même ajouter que c'est la première fois que le secteur public se trouve en pointe dans une grève générale de masse et sans la participation du secteur privé où des secteurs traditionnels offensifs comme les ouvriers métallurgistes sont cette fois absents de l'initiative d'une grande grève.

Les grévistes vont profiter de leur rapport de force pour affirmer deux revendications essentielles qui fédèrent les énergies grévistes : le maintien des « droits acquis » et une demande de revalorisation des salaires. [14]La défense et l'amélioration du pouvoir d'achat ont toujours été des revendications motrices chez les travailleurs des secteurs public et privé.

Les décrets en préparation en ce qui concerne les postiers se déclinent sous le signe de la régression qui « justifie à elle seule la grève générale ». [15]Les travailleurs des P.T.T. affirment que les textes prévoient :

1° Le recul de deux ans des actuelles limites d'âge pour la retraite qui s'établissent ainsi :

A) Ouverture du droit à pension : 57 à 62 ans.

B) Prolongation d'office (à défaut de requête personnelle) jusqu'à 60 et 65 ans.

C) Prolongation volontaire jusqu'à 62 et 67 ans.

2° Une nouvelle classification en catégorie A (service sédentaire) et en catégorie B (service actif) pour la limite d'âge et le calcul des annuités. [16]

Le Cartel des Services publics C.F.T.C. dénonce les mêmes travers, proteste contre les projets gouvernementaux et appelle à la grève générale, le vendredi 7 août, les fonctionnaires, les agents de l'Etat, les agents des collectivités locales, les cheminots et les agents des entreprises nationalisées et des services publics.

Les syndicats préfèrent une « protestation préventive » à une épreuve de force une fois les décrets parus au « Journal Officiel ». [17]

Les syndicalistes des secteurs Gaz et Electricité envoient « un avertissement solennel » aux ministres responsables des réformes. F.O. s'estime être « en état de légitime défense ». Le Cartel des services publics C.G.T demande « à tous les travailleurs de mettre tout en œuvre pour assurer dans l'unité la pleine réussite des mouvements de grève décidés pour vendredi 7 août ». L'Union générale des fédérations de fonctionnaire (U.G.F.F.) appelle à « une puissante journée de lutte ». [18]

Au Havre, l'ordre de grève lancé par la fédération syndicaliste des P.T.T.- F.O. est suivi le 6 août et le comité de liaison des fonctionnaires et assimilés du Havre et de la région (toutes tendances), réuni le 6 août « se solidarise avec le mouvement de protestation lancé par les employés des P.T.T. » contre les projets en cours. Les postiers du Havre réunissant les syndicats F.O., F.N.S.A. et C.G.T. décident de poursuivre pour une durée illimitée le mouvement de grève déclenché le jeudi 6 août.

Le Comité d'Entente des trois organisations syndicales des Municipaux invite tous les fonctionnaires municipaux, hospitaliers, concédés et assimilés du Havre à cesser le travail le vendredi 7 août, l'Assemblée générale des grévistes devant décider de la durée de la grève. [19]

Nous constatons que l'unité intersyndicale est réalisée au Havre chez les postiers, les municipaux et les hospitaliers.

M. Laniel persiste dans ses projets mais déjà des inflexions se font jour : « Facteurs et ambulants des P.T.T., agents de police resteraient classés dans la catégorie des « actifs » et M. Marie insiste pour le maintien du « statu quo » aux instituteurs. [20]F.O. se félicite du succès de la grève de 24 heures. Les organisations syndicales dans leur ensemble soulignent que « c'est la première fois depuis de nombreuses années qu'un tel mouvement entraînant environ deux millions de travailleurs connaît une telle réussite ». [21]

Fort de leur succès, les délégués syndicaux refusent d'examiner les projets de décrets à la réunion du Conseil supérieur de la fonction publique. Pour eux le gouvernement possède les pouvoirs spéciaux qui lui permettent de passer en force donc pas question de lui apporter une caution. Un fait important est à remarquer c'est que de nombreux travailleurs dont les syndicats n'avaient pas appelé à la grève ont participé cependant à la grève : travailleurs du métro et des autobus, les employés de la Sécurité sociale, ceux d'Air France, des journalistes…[22] La grève a donc tendance à dépasser le cadre imparti et à s'étendre. La C.F.T.C. prend la décision de se cantonner à une grève de 24 heures comme initialement prévu et F.O. hésite à poursuivre la grève tiraillée entre la volonté de certains responsables départementaux de se positionner en faveur de la grève illimitée à l'instar des postiers et la volonté

12 Danos Jacques, Gibelin Marcel, Juin 36 – I, Paris, François Maspero, Petite collection Maspero, 1972, 126 pages
13 Havre Libre du 7/8/1953
14 Havre Libre du 7/8/1953
15 Ibid
16 Havre Libre du 7/8/1953
17 Ibid
18 Ibid
19 Ibid
20 Havre Libre du 8-9/8/1953
21 Havre Libre du 8-9/8/1953
22 Ibid

des dirigeants du Cartel qui ne souhaitent pas être débordés. F.O. appelle donc à la reprise sauf dans les P.T.T. où le bras de fer continue avec le gouvernement. Par ailleurs gaziers, électriciens et mineurs qui avaient appelé à 48 heures de grève appliquent leur décision. La C.G.T. appelle les cheminots et les agents des services publics à prolonger la grève.

La Fédération de l'Education Nationale se déclare solidaire des travailleurs en grève et estime légitime le recours à l'action directe des grévistes : « les travailleurs de la fonction publique et des secteurs nationalisés sont fondés à recourir à l'action directe et elle assure les postiers et les agents des services publics qui sont en grève de son entière solidarité ». [23]Les enseignants sont en villégiature mais ils suivent de près l'évolution du conflit social.

Un communiqué du Ministère des P.T.T. stipule que « par arrêté en date du 6 août, est réquisitionné le personnel chargé de l'exploitation et de l'entretien des installations électro-mécaniques dans les centres téléphoniques et télégraphiques urbains et interurbains, les bureaux mixtes et le personnel des lignes souterraines à grande distance ». [24]Dans les milieux syndicaux, on constate que l'Etat se dote d'un arsenal juridique nouveau afin de peser sur la grève mais que ces ordres de réquisition « ne sauraient modifier en rien l'attitude des grévistes, qui transmettent la plupart du temps les avis de réquisition à leurs responsables syndicaux pour les renvoyer à l'expéditeur ». [25]

Les postiers du Havre considèrent ces avis de réquisitions comme illégaux et que devant les menaces gouvernementales, ils doivent rester unis.

L'Union locale de la C.G.C. prend position dans le conflit et précise celle-ci devant les grèves en cours. Pour son Président, Albert Denis, « L'expérience prouve qu'il n'est pas possible de revenir sur des avantages sociaux accordés à une catégorie de salariés, qu'ils appartiennent au secteur public ou au secteur privé ». La C.G.C. défend donc le principe de la défense des acquis. Elle pose comme postulat qu'au moment du choix d'une carrière « une option est faite d'après les avantages qui sont consentis par un contrat de travail ou un statut ». Modifier le contrat de travail de manière unilatérale relève d' « un abus de pouvoir ». M. Denis prône par ailleurs la généralisation des conventions collectives et l'arbitrage obligatoire. [26]

La C.G.T. regrette que la C.F.T.C. ait appelé à suspendre le mouvement de grève alors que le 8 août se tient un Conseil des ministres susceptible de prendre des décisions capitales pour les fonctionnaires. La centrale communiste appelle à poursuivre l'action gréviste après avoir consulté les travailleurs à la base. [27]

23 Ibid
24 Havre Libre du 8-9/8/1953
25 Ibid
26 Havre Libre du 8-9/8/1953
27 Ibid

« Le 9 Août, un premier train de décrets est signé ; il paraît au Journal Officiel du 10. Le gouvernement a renoncé à allonger la durée du travail actif chez les Instituteurs et les Cheminots. Mais les syndicats protestent contre d'autres dispositions qui ont été maintenues. Les grèves s'étendent dans le temps et dans l'espace : le 11 août, S.N.C.F. et R.A.T.P. sont totalement paralysées.» [28]

Les Fédérations C.G.T. et F.O. Cheminots lancent l'ordre de grève pour l'abrogation des décrets-lois et l'augmentation des salaires. Une extrême confusion règne quant à l'issue du conflit, F.O. hésite à engager davantage le bras de fer avec le gouvernement car cela « risque de poser en termes tragiques l'épreuve de force entre gouvernement et syndicats ». [29]A vrai dire, la lutte engagée tend à dépasser maintenant la simple abrogation des décrets-lois.

Les postiers poursuivent leur mouvement de grève et l'armée se substituent à ces derniers pour l'acheminement des sacs postaux. [30]

Quant aux postiers havrais qui décident aussi de la poursuite de la grève, ils s'insurgent contre l'éventuel emploi des C.R.S. ou de la troupe pour la levée et la distribution du courrier. Au Havre, l'unanimité de tous les postiers qu'ils appartiennent à F.O., la C.G.T., la C.F.T.C. ou au syndicat autonome dénote une volonté de ne pas sortir de la grève sans avoir obtenu de garanties. Ils décident de continuer leur mouvement de grève illimitée et s'engagent à attendre un ordre de reprise du travail du Comité de grève, « reprise qui ne peut évidemment être envisagée sans que toutes les assurances aient été données à nos dirigeants ». [31]Les postiers havrais s'adressent à la population et « assurent tout d'abord la population havraise que le mouvement de grève qu'ils poursuivent depuis cinq jours, dans l'ordre et la dignité, n'est pas dirigée contre elle ». Ensuite, ils indiquent qu' « ils n'ont plus un atome de graisse à perdre ». [32] Une grève se joue aussi sur le front de l'opinion publique.

« Les 11, 12 et 13, une rafale de communiqués pousse à l'action, dans le privé, les employés, les métallurgistes, les travailleurs de l'habillement, de la chimie, du bâtiment, du livre, du textile, les boulangers, les céramistes, les dockers, etc. Pour la journée du 13, L'Humanité recensera 4 millions de grévistes ». [33]

La C.G.T. havraise par la voix de Jochem invite tous les travailleurs et la population à un rassemblement, le mercredi 12 août, pour défendre leurs revendications dans l'unité : « Contre toute atteinte aux droits acquis ; contre toute atteinte à la Sécurité sociale ; contre toute augmen-

28 Lefranc Georges - Le Mouvement syndical- p. 118- Payot Paris- 311 pages- Imprimerie Bussière à Saint-Amand (Cher
29 Havre Libre du 11/8/1953
30 Ibid
31 Ibid
32 Havre Libre du 11/8/1953
33 Pigenet Michel, Les grèves d'août 1953, Le social sans le politique ? op. cit., p.169

tation des loyers ; pour l'augmentation des salaires ; pour la réduction des charges militaires ; pour une réforme démocratique de la fiscalité ; contre la répression patronale et gouvernementale ». La C.G.T. élargit le champ des revendications et « appelle les travailleurs dans toutes les industries, à manifester leur solidarité active aux travailleurs du secteur public […] » [34]

Mardi 11 août, F.O. lance un mot d'ordre de grève générale illimitée dans les services publics, le gaz, l'électricité et les services de santé. La C.G.T. fait de même. La Fédération des employés et cadres Force Ouvrière lance aussi un mot d'ordre de grève mais de 24 heures à tous les employés et cadres du crédit, du commerce, des assurances, de la Sécurité sociale, des compagnies de navigation, des professions libérales et des employés de presse. Le problème de l'augmentation des salaires est nettement posé. La C.F.T.C. invite ses organisations à se tenir à l'écart des mouvements de grève, « considérant que le problème est maintenant d'ordre politique et parlementaire ». [35]En cette période de l'année, les répercussions des grèves sur le tourisme sont sensibles, les agences de tourisme britanniques par exemple « préparent d'urgence de nouveaux itinéraires qui permettent d'éviter les ports et les gares françaises ». [36]Des journaux anglais déconseillent d'aller en France et de nombreux touristes décommandent leurs voyages.

Au Havre, le trafic ferroviaire est paralysé et dans les P.T.T., les policiers jouent les jaunes : « Ce sont dix gardiens de la paix, sous les ordres d'un brigadier, qui ont procédé, au cours de la journée, aux opérations postales les plus urgentes ». [37]Le courrier est trié, levé et distribué dans les quartiers les plus centraux. Les postiers précisent à la population que les services de sécurité « sont et ont toujours été assurés par les grévistes et non par des agents réquisitionnés » mais « ils déclinent toute responsabilité quant aux erreurs de transmission, d'acheminement et de distribution consécutives aux moyens de fortune employés par le Gouvernement pour briser leur mouvement ». [38]

Le 12, la grève a gagné l'ensemble du secteur public. Le caractère de la grève change et de défensive, elle devient offensive. Une circulaire Laniel du 12 août 1953 interdit la grève aux magistrats, aux fonctionnaires de catégorie A participant à l'action gouvernementale ainsi qu'aux agents indispensables à la sécurité.[39]

34 Havre Libre du 11/8/1953
35 Havre Libre du 12/8/1953
36 Ibid
37 Ibid
38 Havre Libre du 12/8/1953
39 Dans les PTT, il y eut 7500 suspensions pour refus de réquisition en vertu de la loi sur l'organisation en temps de guerre. Des retenues de traitements furent également opérées, mais les chefs de service n'établissaient pas toujours la liste des absents, ce qui fut très longtemps vrai pour tous les mouvements. Jeanne Siwek-Pouydesseau. Les grèves de fonctionnaires sous la IVe République. Revue française d'administration publique, ENA, 2003, pp.533-542.

Les métallurgistes des Tréfileries et Laminoirs du Havre (T.L.H.) lancent la grève de la métallurgie au Havre en montrant l'exemple :

« Métallurgistes !

Les camarades des T.L.H., aujourd'hui, font une grève de 24 heures : pour protester contre les décrets-lois ; pour la convocation rapide de la Commission paritaire ; pour l'obtention de la convention collective ; pour l'augmentation des salaires ; contre l'augmentation des loyers.

Vive l'action unie des travailleurs de la métallurgie ! Partout, arrêtez le travail.

Pas un métallurgiste ne doit travailler aujourd'hui mercredi 12 août. Partout, élisez vos Comités d'unité d'action, en commun avec tous vos camarades d'usine.

Etablissez vos cahiers de revendications.

Vive la grève d'avertissement de 24 heures pour toute la métallurgie havraise, tel vous le demandent les camarades des T.L.H.

En avant pour la victoire ! »

Ce communiqué est signé du secrétaire de la section syndicales des T.L.H. : Gomez[40]. Il annonce la grande grève de la métallurgie qui va s'ensuivre et durer 36 jours.

Au niveau national, le mouvement entraîne dans la grève de nombreux travailleurs du secteur privé (cf en annexe) mais leur rôle ne sera jamais primordial dans les événements, sauf au Havre, où les métallurgistes et les ouvriers du bâtiment vont dans un premier temps être aux côtés des fonctionnaires puis dans un second temps, prendre le relais de la grève de ces derniers, notamment sur les questions salariales.

Le 12 août, avec l'apport du secteur de la métallurgie, le mouvement gréviste décolle au Havre et l'on recense 16 800 salariés en grève. Puis à partir du 13 août, la grève intéresse à la fois le secteur public et le secteur privé. L'acmé de la grève en termes d'effectifs grévistes se situe le 17 août qui verra 27 600 travailleurs en grève dont les syndicats portuaires à tendance libertaire.

A compter du 18 août et plus précisément le 25 août, le nombre de grévistes déclinera pour ne concerner essentiellement que les secteurs de la métallurgie, du bois et du bâtiment en septembre.[41]

L'agitation sociale prend de l'altitude

40 Ibid
41 A.D.S.M. Z 2323

La Fédération nationale des transports routiers en accord avec les autorités locales demande à ses syndicats de mettre en place des services réguliers d'autocars sur les grands axes dont Le Havre, Rouen et Paris. [42]La presse anglaise analyse la situation française et son glissement progressif vers la grève générale : « C'est le plus grand mouvement que la France ait connu depuis 1936 lorsque les grèves à l'échelon national amenèrent la chute du gouvernement de droite présidé par Daladier et aboutirent à la formation d'un front populaire reposé sur les communistes. C'est un mouvement spontané que les chefs des syndicats non communistes sont incapables de contrôler ». Le « Star », libéral, parle lui de « Grèves politiques ». Pour lui, « Les ennuis de la France sont dus à son système de partis multiples dans un Parlement qui siège pendant cinq ans, tandis que ses gouvernements changent en moyenne tous les sept mois ». [43]Outre l'aspect politique mal digéré du Front Populaire, la presse anglaise voit la main des communistes partout, ce qui en l'occurrence est faux dans le contexte présent puisque la C.G.T. suit F.O. dans le mouvement relatif aux fonctionnaires.

Le gouvernement entend démontrer sa détermination face aux grévistes et se veut ferme quant au blocage des salaires. Dans son allocution radiodiffusée du mercredi 12 août, Laniel affirme : « Je ne prendrai pas l'initiative de convoquer l'Assemblée » et « Nous ne cherchons pas à gagner une épreuve de force. Mais l'Etat républicain a le devoir de dire non à la grève ». [44]Il prend l'opinion publique à témoin : « Je vous pose simplement une question : Est-il normal que des services publics en arrivent à compter presque autant d'agents retraités que d'agents en activité ? » [45]Reprenant un discours de Jules Moch, Laniel fait sien l'argumentaire de ce dernier. Avec les progrès de la médecine, la France doit allonger la durée de travail des salariés comme dans la plupart des pays : « […] à l'âge de la pénicilline les régimes de retraite doivent être adaptés en France comme dans les pays étrangers ». [46]Cependant les grèves s'amplifient et déferlent à travers le pays avec pour conséquence principale la paralysie de la plupart des transports publics tandis que le secteur privé est atteint à son tour.

La grève de 24 heures lancée par la métallurgie menace de se transformer en grève illimitée et le mouvement risque de faire tâche d'huile dans les banques, le commerce, les assurances, la sécurité sociale, les compagnies de navigation. [47]

La Fédération F.O. du Gaz et de l'électricité appelle à la grève illimitée tandis que la C.F.T.C. demande à ses syndicats « de participer aux mouvements en cours pour une durée maximum de 48 heures ».[48]

Le syndicat des cadres supérieurs des P.T.T. lance à ses adhérents un appel à la reprise du travail : « Considérant que la teneur des décrets- qui bien qu'attendus, sont loin, même sous leur forme actuelle, d'être jugés satisfaisants pour les cadres- ne justifie pas cependant la prolongation d'un tel mouvement ». Les cadres des fonctionnaires de l'E.G.F., des mines, des banques, des assurances, de la S.N.C.F. prennent la même décision. [49]Une majorité de cadres se désolidarise donc du mouvement gréviste. L'Union locale de la C.G.C.[50] au Havre par la voix de son président, Albert Denis, dénonce les ordres de grève jugés inconsidérés et lancés par certaines centrales syndicales : « la grève perd son caractère de défense d'une cause juste pour prendre l'allure d'une grève revendicative et par certains côtés politique et insurrectionnelle ». Paraphrasant Maurice Thorez, A. Denis assène : « Il faut parfois arrêter une grève » [51]et invite les élus à donner l'exemple en annulant l'augmentation de 25 000 francs que se sont attribués les parlementaires. En effet, demander des sacrifices aux salariés pour redresser l'économie française tout en octroyant des sommes substantielles aux élus accroît le sentiment d'injustice dans la classe laborieuse.

Dans les P.T.T., le mouvement de grève est total au Havre et se poursuit sans limitation. Le triage, ramassage et distribution du courrier est assuré dans les quartiers centraux par les gardiens de la paix qui fonctionnaires eux-mêmes « sont les premiers à regretter cet état de choses. On les oblige, en effet, à jouer un rôle de « briseurs de grève », auquel ils ne tiennent nullement ». [52]A noter que la loi du 28 septembre 1948 a supprimé le droit de grève aux policiers en contrepartie de promesses non tenues de statuts particuliers et de reclassement, ce qui ajouté aux attaques contre les retraites accentue le mécontentement au sein des forces de police. Un comité de défense des syndicats de police se crée alors dans l'agglomération havraise. Il comprend outre la C.F.T.C. et F.O., le syndicat national du personnel en tenue de la sûreté nationale, le syndicat national indépendant des inspecteurs de police d'Etat, le syndicat national indépendant des policiers en tenue et le syndicat national indépendant des agents spéciaux de police d'Etat. Ce comité proteste d'une part contre l'utilisation des policiers en vue de remplacer des fonctionnaires d'autres administrations et d'autre part insiste sur le maintien des limites d'âge à 55 et 60 ans pour les services actifs et sédentaires. [53]

Au Havre, les ouvriers des entrepôts des Tabac-Allumettes effectuent un arrêt total. La grève est totale aussi chez les hospitaliers et les municipaux où la collecte des

42 Havre Libre du 12/8/1953
43 Havre Libre du 12/8/1953
44 Havre Libre du 13/8/1953
45 Ibid
46 Ibid
47 Ibid
48 Ibid
49 Havre Libre du 13/8/1953
50 MALTERRE André, La Confédération Générale des Cadres : la révolte des mal-aimés, Paris, Epi, 1972, 111 pages
51 Havre Libre du 13/8/1953
52 Ibid
53 Ibid

ordures ménagères ne s'effectue plus. Les employés et ouvriers traminots C.G.T. appellent à la reconduction de la grève pour une durée de 48 heures. Les trois centrales syndicales de la Sécurité sociale, les services de douanes C.G.T., le service technique de la Transat et les facteurs d'armement sont aussi en grève.

La grève déclenchée par la métallurgie havraise est un véritable succès puisque 90% des travailleurs de ce secteur, hors employés, y ont souscrit, ce qui permet d'envisager une grève illimitée. Les métallos havrais jugent les circonstances favorables à la poursuite du mouvement et n'hésitent pas à comparer la situation présente à celle de 1936.L'alerte est donnée dans le secteur du bâtiment ce qui laisse augurer un mouvement de grève massif sur le plan local si cette corporation se joint à la contestation.

Les postiers, par la voix de leur comité de grève s'élèvent contre les ordres de réquisition reçus en vue de casser la dynamique de la grève : «Ces mêmes agents, conscients de leurs droits et de leur force dans une discipline librement consentie, refusent d'obtempérer aux ordres de réquisition qui leur ont été donnés dans un but d'intimidation ». [54]L'effet « boule de neige » des secteurs en grève au Havre accentue l'impression d'un gigantesque mouvement de protestation. Les « légitimes revendications syndicales » sont mises en avant de même que l'unité syndicale : « Aussi, les syndicats de toutes tendances sont-ils résolus à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire, telle a été la conclusion du meeting, hier, à Franklin ». La presse locale souligne que le mouvement de grève contre le train de décrets-lois gouvernementaux est particulièrement suivi au Havre. [55]

L'Union départementale des syndicats C.F.T.C. de Seine-Inférieure relaie l'appel lancé par le Bureau Confédéral de l'organisation et qui demande « de participer aux mouvements en cours pour une durée maximum de 48 heures, le jeudi 13 et le vendredi 14 août, toutes les mesures de sécurité étant prises ». [56]

La gauche anti-stalinienne fait un état des lieux à chaud : « Le 13 août, 50% à 60% de grévistes dans les métaux parisiens. Magasins et banques sont diversement touchés. La C.G.C. se prononce contre la grève. Dans le bâtiment, le mouvement est insignifiant. La C.F.T.C. s'oppose à la grève dans les banques, dans les grands magasins, à la Bourse. Quatre millions de travailleurs sont en grève. » [57]

A suivre

54 Havre Libre du 13/8/1953

55 Ibid
56 Ibid
57 Démocratie prolétarienne août-septembre 1953-N°17

Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Adresse postale: Groupe d'Etudes Sociales du Havre et environs- BP 411- 76057 Le Havre CEDEX
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com